

L'URUGUAY TENTE L'OPEN DATA À LA DEMANDE

LE 12 OCTOBRE 2012 SYLVAIN LAPOIX

Un Open Data à la demande des citoyens. Lancé par une ONG militant pour l'accès démocratique aux données, QueSabes.org expérimente le concept en Uruguay. Interview d'un des initiateurs du projet, qui espère responsabiliser les politiques à coups de données ouvertes.



Quand nous sommes tombés sur **QueSabes.org**, nous avons cru quelques jours que l'Uruguay se positionnait en pointe du mouvement **Open Data** en Amérique du Sud. Ce n'est qu'après avoir discuté avec l'un des fondateurs de cette plate-forme que nous avons compris qu'il s'agissait là d'une initiative citoyenne : demander aux Uruguayens les données qu'ils souhaitaient voir publier pour relayer ces doléances aux pouvoirs publics. Avocat de formation, enseignant-chercheur à la **London School of Economics**, le natif de Montevideo **Fabrizio Scrollini** nous a exposé le projet qui l'anime depuis qu'il a découvert l'Open Data à l'anglaise.

Owni : comment est née l'idée du projet "Que Sabes.org" ?

Fabrizio Scrollini : En m'installant à Londres, j'ai découvert les projets d'Open Data comme **My Society** et la **Open Knowledge Foundation**, qui impliquaient les citoyens dans le mouvement Open Data. De retour en Uruguay, j'ai réalisé qu'il y avait un terreau favorable pour ce type d'initiative : des programmeurs de la communauté du logiciel libre, des avocats et des chercheurs en sciences humaines s'intéressaient à l'impact de l'Open Data et voulaient en faire profiter le pays. Nous avons ainsi lancé **DATA**, une sorte d'ONG sous forme associative, composée de 35 bénévoles, une moitié de développeurs et une autre de scientifiques et de juristes. Le plus vieux à 35 ans ! Certains sont restés au pays, d'autres travaillent en Europe ou aux Etats-Unis : tout s'est monté par Skype et Google Chat ! Que Sabes.org est notre premier gros projet.



Tout s'est monté par Skype et Google Chat !



■ Pourquoi avoir choisi l'Uruguay pour lancer cette première initiative ?

Pour commencer, une partie des membres fondateurs de DATA sont originaires de ce pays (même s'il y a aussi des Anglais et des Américains, notamment). Ensuite, le pays a des caractéristiques intéressantes pour un tel projet : l'accès au web est supérieur à la moyenne (56%), il y existe une tradition forte de défense des droits de l'homme et elle constitue un bon terrain d'expérimentation à petite échelle avant de s'attaquer à de plus grandes zones géographiques.

■ Comment fonctionne Que Sabes ?

Le portail propose à chacun de déposer des demandes de données et de consulter celles qui ont déjà été déposées et transmises aux autorités. Le fait de pouvoir consulter les demandes déjà déposées est en soi une révolution car, du côté des pouvoirs publics, il n'y a aucun moyen de connaître le nombre de demandes et leur nature. Nous ne censurons rien mais nous excluons de la recherche les messages insultants pour l'Etat, ce n'est pas notre propos. En une semaine, nous avons reçu une centaine de demandes mais, au vu des statistiques, nous pensons que la cadence doublera assez vite. Une vingtaine portait sur la criminalité, beaucoup également sur la santé et le logement. D'autres sont plus "piquantes", comme les questions portant sur le salaire des fonctionnaires. Mais nous ne jugeons pas les demandes, nous les prenons telles quelles.



Nous ne jugeons pas les demandes, nous les prenons telles quelles.



■ Quelle lien entretenez-vous avec les autorités ?

Nous avons des contacts informels avec des agents qui sont plutôt favorables à l'Open Data. En revanche, quand nous faisons des demandes aux administrations, les attitudes sont très variables. La mairie de Montevideo est très réticente malgré sa politique d'Open Data : les avocats de la ville réclament que chaque demande passe par un formulaire à télécharger en PDF sur leur site à déposer aux heures d'ouvertures de leurs bureaux. Pour ceux qui habitent à plus de 200 kilomètres de la capitale, c'est un peu compliqué ! Le National Service Office qui est chargé de la rémunération des fonctionnaires est tout aussi procédurier. A l'inverse, la présidence de la République s'avère particulièrement coopérante. Nous devons donc jouer avec son champ de compétences pour trouver les données que nous cherchons : nous avons pu récupérer grâce à elle des données sur la sécurité routière, l'environnement ou la criminalité. Il faut se frayer un chemin dans les prérogatives de chaque administration et ça rend la recherche et l'obtention des données parfois délicate. Mais il est essentiel d'être en contact avec les autorités car ce sont elles qui fixent les standards techniques et les formats des données dont nous relayons les demandes.



Les avocats de la ville réclament que chaque demande passe par un formulaire à télécharger en PDF sur leur site à déposer aux heures d'ouvertures de leurs bureaux.



L'Uruguay dispose-t-il d'une législation pour favoriser l'Open Data ?

La loi 18-381 d'octobre 2008, ou **ley de acceso a la informacion publica**, garantit théoriquement l'accès libre des citoyens aux données publiques. Sauf qu'en pratique, la tournure juridique uruguayenne a tendance à dénigrer les citoyens et leurs exigences. L'agence de *e-gouvernement* qui est chargée de son application est favorable à notre initiative : elle nous a même prêté ses locaux pour le lancement officiel ! Mais le reste de l'administration n'est pas forcément au même niveau.

Quelle relation avez-vous avec le tissu des ONG sud-américaines ?

Il y a une rupture très nette entre organisations à l'ancienne et organisations nées de l'essor des communautés numériques. Nous espérons pouvoir combler l'écart car les dissonances que provoque cette rupture ne sont pas favorables à des projets à l'échelle du continent. L'ONG uruguayenne **Centre d'archivage et d'accès à l'information public (ou CAinfo)** nous soutient depuis le début et nous avons également reçu les encouragements de l'Unesco.



Il y a une rupture très nette entre organisations à l'ancienne et organisations nées de l'essor des communautés numériques.



Quelles sont vos sources de financement ?

Nous sommes tous bénévoles et nous mettons de notre poche pour les frais que génère le projet. Notre seule dépense réelle pour le moment a consisté à faire venir à Montevideo des activistes du Brésil, du Chili et d'Espagne pour le lancement de QueSabes.org. Quant au logiciel, il s'agit de **Alaveteli**, un programme open source développé par **Francis Irving** en Angleterre et qui fait tourner d'autres plates-formes du même type, comme **What do they know**. Nous avons pour projet de nous constituer en coopérative afin de garantir notre indépendance financière, ce qui est crucial au regard de notre projet.

Quels développements prévoyez-vous pour QueSabes.org ?

Que Sabes vise un projet de sensibilisation civique. Nous voudrions pouvoir offrir des stages aux jeunes pour leur apprendre à demander et trouver les informations qu'ils cherchent, en s'appuyant sur le programme **One laptop per child**, qui leur offre l'outil de base de leur recherche : un accès à Internet. Si nous réussissons notre expérience en Uruguay, nous envisageons de le répliquer au Paraguay voire dans des états d'Argentine... Toujours dans une démarche ouverte et coopérative. Il y a énormément de place pour les projets collaboratifs en Amérique latine.

Lock in Hand – Photo CC [by-nd] Matt Dringenberg

NEPSKI

le 13 octobre 2012 - 22:15 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK

Initiative fortement intéressante. il y a t-il un site pour la france, ou plus largement pour les pays francophone?

aussi, je pense que le lien "what do they know" est broken...



Encore merci.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

4 pings

L'Open Data au service de l'Uruguay le 15 octobre 2012 - 10:14

[...] nouvelle, « L'Uruguay tente l'Open Data à la demande », tirée du web- magazine OWNI retrace un interview exclusif de Fabrizio Scrollini, [...]

Alexandre Trocmé, Blog's & Co – L'Uruguay tente l'Open Data à la demande le 15 octobre 2012 - 12:38

[...] on owni.fr No Comments. « La Linux Foundation arrache [...]

RAGEMAG le 31 octobre 2012 - 10:28

[...] souvent nos papiers Paule D'Atha. Il y a aussi des exceptions. Par exemple, on a mis une interview d'un gars qui fait de l'open data en Uruguay. Là, c'est Sylvain qui a mené son truc tout seul. Dans ce cas, il ne va pas signer Paule [...]

Breves: De todo como en botica | Mares del Sur le 11 novembre 2012 - 20:13

[...] a) En Uruguay se lanzó el portal <http://www.quesabés.uy> de la mano de DATA y CAINFO, apoyados por la UNESCO. El portal basado en el software libre alaveteli permite realizar a los ciudadanos pedidos de acceso a la información pública. Aquí realizo un análisis de los comienzos, y aquí una entrevista dada al diario francés OWNI sobre el tema [...]